

CONSTRUIRE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE DE LA TUNISIE

paysage et aménagement du territoire, les dimensions cachées de la Révolution

Colloque interdisciplinaire - Cité des Sciences à Tunis, 17 et 18 novembre 2011

Dhouha BOURAOUI

Prise de décision et satisfaction des usagers face aux contraintes de l'action collective des parties prenantes dans un projet de reconstruction

cas du projet de reconstruction d'Erroumani suite aux inondations de 2003 dans la ville de Bousalem

Plusieurs études ont révélé des problèmes récurrents au niveau de la performance et de la gestion des projets de reconstruction à la suite des catastrophes dans les pays en voie de développement (PEVD). Ces projets doivent faire face à des conditions de vulnérabilité des habitants, engendrées par des facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels. Les divers participants - contraints par un accès limité à l'information - sont confrontés à travailler dans un contexte hostile ayant un niveau d'incertitude élevé.

Par ailleurs, tel que proposé par Revet (2007), une catastrophe « naturelle » est, en réalité, un événement social et politique produit par des causes sociales. Cette façon d'aborder le sujet présente un retournement de situation suite auquel les catastrophes seront analysées non pas comme des interruptions de l'ordre social normal, mais comme le produit de ce dernier (Oliver-Smith, 1991; Kenneth Hewitt, 1997).

Ce travail vise à mettre en parallèle l'analyse de la dynamique de l'action collective des parties prenantes pour la conduite d'un projet de reconstruction et celle du niveau de satisfaction des usagers face aux décisions prises. Il émet l'hypothèse suivante: trois facteurs organisationnels influencent largement le niveau de satisfaction de la part des bénéficiaires d'un projet de reconstruction de logements à la suite d'un désastre: (i) le niveau de centralisation de la prise de décisions (jumelée au manque d'information) au sein de l'Organisation chargée du projet; (ii) la capacité de la structure organisationnelle de cette organisation d'impliquer la participation active des usagers ; et (iii) les méthodes de communication ainsi que les modes de résolution de conflits mis en place au niveau de la planification, de la gestion et du financement du projet.

Afin d'atteindre cet objectif, une recherche empirique - basée sur une approche systémique - fut menée pour analyser le cas des inondations ayant eu lieu en 2003 dans la ville de Bousalem en Tunisie. Suite à ce désastre, une décision présidentielle consistait à relocaliser les sinistrés dans la localité d'Erroumani : un projet financé par le Fonds de solidarité national 26 26. L'analyse de la situation actuelle montre que ces initiatives n'ont pas atteint les objectifs escomptés (problèmes de communication et d'exclusion de la société locale aux moments des grandes décisions politiques, divergence des visions, etc.). D'ailleurs, l'insatisfaction des usagers et la faible occupation de ces logements en sont les indicateurs les plus évidents.

Le choix de relocalisation constitue donc un enjeu majeur dans ce projet. En effet, cette opération de relogement, qui présente une 'promesse' de l'État et « un projet social basé sur la solidarité, la tolérance, la démocratie et les droits de l'homme » (Fonds de solidarité national, 2005) a occasionné des inconvénients majeurs ainsi que l'échec du processus de relogement dont les conséquences étaient plus graves que les impacts du désastre lui-même.

Quelles méthodes de communication adopter entre les différentes parties prenantes d'un projet de relogement suite aux désastres et quels modes de résolution de conflits adapter au contexte tunisien (médiation, partnering, visionning, etc.) afin d'optimiser l'efficacité des interventions de l'État en matière de politiques de relogement? Dans quelle mesure les modèles internationaux pourraient-ils représenter une expérience utile pour la Tunisie?

L'originalité de cette recherche réside dans sa démarche qui prend pour origine l'identification et l'analyse de la dynamique des parties prenantes du projet afin d'identifier des mécanismes réussis et d'ébaucher de nouvelles politiques participatives et citoyennes adaptées au contexte tunisien.